

# Mise à jour du rapport de pays : lois sur l'Internet en Fédération de Russie et délibérations aux Nations Unies

6 juin 2022  
GE-011



---

## TABLE DES MATIERES

Introduction	3
Déclarations de politique étrangère et initiatives de la Fédération de Russie relatives à l'Internet et au cyberspace	3
Déclarations de politique nationale et initiatives de la Russie en matière d'Internet	18
Conclusion	23
Annexe 1	24
Annexe 2	27

---

## Introduction

Le présent document s'inscrit dans le cadre des mises à jour périodiques apportées par l'organisation ICANN (Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet) au Rapport de pays consacré à la Russie. Le rapport a été publié pour la première fois en janvier 2021 et a fait l'objet d'une première mise à jour en avril 2021.<sup>1</sup>

Cette mise à jour concerne la période comprise entre le 21 avril 2021 et le 6 avril 2022. Elle est divisée en deux parties. La première partie porte sur des déclarations et des initiatives de politique étrangère de la Russie relatives à l'Internet et au cyberspace, alors que la seconde partie se penche sur des déclarations et des initiatives politiques nationales de la Russie en matière d'Internet. Comme pour les précédents documents de ce type, seules les déclarations et les citations ayant trait à la mission de l'ICANN sont référencées. Dans le présent rapport, l'équipe en charge de la relation avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales (GE) de l'organisation ICANN apporte des précisions sur le contexte de certaines déclarations et initiatives de politique étrangère afin d'en faciliter la compréhension par l'ensemble de la communauté de l'ICANN.

## Déclarations de politique étrangère et initiatives de la Fédération de Russie relatives à l'Internet et au cyberspace

Le 21 avril 2021, lors de son allocution annuelle devant le Parlement russe, le président Poutine a déclaré<sup>2</sup> : « Il ne fait aucun doute que ce n'est pas pour rien que nos partenaires occidentaux ont rejeté obstinément les nombreuses propositions de la Russie visant à engager un dialogue international sur la sécurité de l'information et de l'Internet. Nous avons formulé ces propositions à plusieurs reprises. Tout le monde évite ne serait-ce que d'aborder cette question »<sup>3</sup>.

*Contexte : le dialogue international sur « la sécurité de l'information et de l'Internet » se poursuit depuis plusieurs années au sein des Nations Unies. Le Groupe de travail à composition non limitée (OEWG) des Nations Unies, ouvert à tous les États membres, a été formé en 2019 « en vue de rendre plus démocratique, inclusif et transparent le processus de négociation de l'Organisation des Nations Unies sur la sécurité de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ».<sup>4</sup> Tous les États membres ont participé aux négociations de l'OEWG sur la cybersécurité. L'OEWG a également tenu des réunions consultatives intersessions avec des membres de l'industrie, de la société civile et du secteur universitaire. Dans sa séance finale de mars 2021, un mois avant les déclarations du président Poutine, l'OEWG a adopté un*

---

<sup>1</sup> L'ensemble des publications de l'équipe de l'ICANN en charge de la relation avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.icann.org/en/government-engagement/publications>

<sup>2</sup> Vladimir Poutine, allocution présidentielle devant l'Assemblée fédérale. Moscou, site web du Kremlin, 21 avril 2021, <http://kremlin.ru/events/president/news/65418>

<sup>3</sup> Cette citation ainsi que d'autres citations contenues dans le présent document ont été traduites dans plusieurs langues uniquement à titre informatif. Les déclarations originales en russe sont disponibles sur les sites web indiqués dans les notes de bas de page. Ces sites web fonctionnaient à la date indiquée dans les notes de bas de page.

<sup>4</sup> La résolution A/73/27 de l'Assemblée générale des Nations Unies a établi la création d'un Groupe de travail à composition non limitée (OEWG) en décembre 2018 <https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=A%2FRES%2F73%2F27&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False>

---

*rapport par consensus.<sup>5</sup> Parallèlement aux négociations de l'OEWG, la Russie et ses « collègues occidentaux » (terme utilisé par M. Poutine) ont travaillé ensemble dans le cadre d'un autre processus de négociations de l'ONU sur la cybersécurité au sein du Groupe d'experts gouvernementaux (2019-2021). Ce travail a également abouti à l'adoption d'un rapport par consensus.<sup>6</sup> De plus, vous pouvez consulter ci-dessous une déclaration du ministre russe des Affaires étrangères, Dmitri Bukin, en date du 15 juin 2021, qui fournit davantage de précisions.*

Le 28 avril 2021, Valentin Makarov, nommé en 2016 au Conseil d'experts du ministère russe du Développement numérique, des Communications et des Médias de masse (MoC) a déclaré ce qui suit<sup>7</sup> lors d'un débat organisé au Fonds Gorchakov<sup>8</sup> : « Il y a aussi le pouvoir exécutif. De ce point de vue, l'Internet que nous utilisons à travers le monde est uniquement américain, n'est-ce pas ? Il y a l'ICANN, constituée et basée en Californie. À ma connaissance, sur les 21 membres du Conseil d'administration, 13 sont américains. Les lois et les législations applicables sont américaines, et donc le pouvoir exécutif appartient essentiellement à un seul pays. Malgré la proposition faite à plusieurs reprises par la Russie, et par d'autres pays aussi, comme le Brésil par exemple, de faire en sorte que l'ICANN rende des comptes à la communauté internationale, à l'UIT (Union internationale des télécommunications) par exemple, ces propositions n'ont pas été acceptées »<sup>9</sup>.

*Contexte : « l'Internet que nous utilisons à travers le monde » n'est pas « uniquement américain » ; il n'appartient pas à un seul pays. Le Conseil d'administration de l'ICANN compte 20 membres (16 administrateurs ayant droit de vote et 4 agents de liaison). Les statuts constitutifs de l'ICANN imposent une diversité géographique au sein du Conseil d'administration et interdisent que plus de cinq administrateurs issus d'une même région géographique y siègent au même moment. En avril 2021, cinq administrateurs et un agent de liaison du Conseil d'administration étaient issus de la région Amérique du Nord, et non pas 13 comme le prétendait M. Makarov. Il n'est pas clair à quel « pouvoir exécutif » détenu par « un seul pays » M. Makarov faisait référence, ni quel pays il avait en tête. Il n'est pas clair non plus ce que signifie de « rendre des comptes à la communauté internationale », d'autant plus que l'ICANN rend déjà des comptes à l'ensemble de la communauté mondiale de l'ICANN, à toutes ses unités constitutives, y compris le Comité consultatif gouvernemental (GAC) de l'ICANN dont la Russie est membre et auquel l'Union internationale des télécommunications (UIT) participe en tant qu'observateur.*

M. Makarov a également ajouté : « ... par exemple, sur les 13 principaux centres de données de la racine, 10 sont situés aux États-Unis, ou bien au Japon, aux Pays-Bas ou en Suède, ce qui ne garantit en aucun cas que les autres pays qui ne disposent pas de ces centres de données de la racine ne seront pas tout simplement déconnectés. Il convient d'instaurer un climat de confiance par le biais du pouvoir exécutif et non seulement par le biais du pouvoir législatif ».

---

<sup>5</sup> Rapport de fond final de l'OEWG, 10 mars 2021,

<https://front.un-arm.org/wp-content/uploads/2021/03/Final-report-A-AC.290-2021-CRP.2.pdf>

<sup>6</sup> Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale (2019-2021), 14 juillet 2021 : [https://front.un-arm.org/wp-content/uploads/2021/08/A\\_76\\_135-2104030E-1.pdf](https://front.un-arm.org/wp-content/uploads/2021/08/A_76_135-2104030E-1.pdf)

<sup>7</sup> Registre des achats de logiciels russes en vertu de la loi fédérale 188. Conseil d'experts en logiciels russes, 31 décembre 2015, <https://reestr-minsvyaz.ru/sostav-ekspertnogo-soveta/>

<sup>8</sup> Le Fonds Gorchakov est la division en charge de la diplomatie publique du ministère russe des Affaires étrangères (MAE). Mission et objectifs du Fonds Gorchakov, <https://gorchakovfund.ru/portal/page/4c40a0df-e8c8-48d3-983f-a979f42188d1>

<sup>9</sup> Remarques de Valentin Makarov à l'occasion d'une discussion organisée par le Fonds Alexander Gorchakov pour le soutien à la diplomatie publique, sur le thème « L'Internet mondial : espace de menaces ou espace d'opportunités ? », 28 avril 2021, <https://youtu.be/Hmub5SY0E08?t=3026> (commence à 50:26).

---

*Contexte : il n'est pas correct de dire qu'il y a « 13 principaux centres de données de la racine ». Concernant le système des serveurs racine, 12 organisations en exploitent collectivement plus de 1 500 instances à travers le monde. Les serveurs racine constituent un réseau de centaines de serveurs installés dans de nombreux pays du monde et non seulement dans quatre pays, comme l'a déclaré M. Makarov. Les opérateurs de serveurs racine ne « déconnecteront » aucun pays en vertu de l'engagement pris dans le RSSAC055 (avec ou « sans ces centres de données de la racine ») ; ce n'est pas ainsi que fonctionnent les serveurs racine. Il y a plus d'une douzaine d'instances de différents opérateurs de serveurs racine sur le seul territoire de la Fédération de Russie, sans prendre en compte les nombreuses instances (plus de 1 500) réparties sur l'ensemble du globe.<sup>10</sup> Déconnecter quelques serveurs racine d'un pays n'affecte ni la connectivité à Internet de ce pays, ni la résolution des domaines de premier niveau du DNS. Tout au plus, cela ralentit un faible pourcentage de requêtes. La perte d'un serveur racine pourrait réduire la vitesse de résolution d'une part minime du système des noms de domaine (DNS), mais cela n'empêcherait pas les dispositifs présents sur Internet dans ce pays, ou dans le monde, de résoudre des noms dans le DNS.*

À l'occasion du même événement du Fonds Gorchakov le 28 avril 2021, dans le cadre d'une discussion sur les travaux du nouveau Groupe à composition non limitée des Nations Unies (2021 - 2025), l'ambassadeur Andrey Krutskikh a déclaré : « Toutes les forces et les personnes intéressées doivent participer à ce processus. C'est ce que l'on appelle (je n'aime pas ce terme) l'approche multipartite. À présent, le nouveau Groupe à composition non limitée (OEWG) sera fondé sur ce même principe. C'est pourquoi tous ceux qui souhaitent parvenir à un consensus afin de créer un filet de sécurité pour l'humanité doivent redoubler d'efforts ».<sup>11</sup>

*Contexte : l'OEWG tâche en effet d'inclure dans ses travaux d'autres parties prenantes. Toutefois, l'Assemblée générale des Nations Unies ne travaille pas de manière multipartite. Elle fait partie d'une organisation multilatérale qui ne traite pas toutes ses parties prenantes sur un pied d'égalité. Le premier OEWG (2019-2021) n'autorisait pas la participation de parties prenantes non gouvernementales sur un pied d'égalité avec les États membres. Au moment de la conclusion de la deuxième session de fond (1er avril 2022) du deuxième OEWG (2021-2025), la participation des parties prenantes non gouvernementales sur un pied d'égalité n'était toujours pas autorisée.*

Le 31 mai 2021, lors d'une interview accordée au quotidien russe Rossiyskaya Gazeta, Nikolai Patrushev, secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, a énuméré les menaces qui pèsent sur la sécurité nationale russe et a déclaré que les menaces potentielles en ligne contre la Russie sont la raison pour laquelle « ... il est nécessaire de définir une nouvelle priorité stratégique nationale, à savoir celle de la sécurité de l'information. Sa mise en œuvre préservera la souveraineté du pays dans l'espace de l'information. De plus, la Russie soutient le développement d'une coopération internationale visant à établir un cadre juridique mondial capable de garantir l'utilisation sûre et équitable des technologies de l'information et de la communication »<sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> Voir la liste complète des instances de serveurs racine. Au 5 avril 2022, il y avait plus de 1 500 instances à travers le monde, <https://root-servers.org/>

<sup>11</sup> Remarques d'Andrey Krutskikh à l'occasion d'une discussion organisée par le Fonds Alexander Gorchakov pour le soutien à la diplomatie publique, sur le thème « L'Internet mondial : espace de menaces ou espace d'opportunités ? », 28 avril 2021, <https://youtu.be/Hmub5SY0E08?t=2384> (commence à 39:45).

<sup>12</sup> Rossiyskaya Gazeta, « Pas de crainte, pas de reproche », 31 mai 2021, <https://rg.ru/2021/05/31/patrushev-raskryl-neizvestnye-podrobnosti-zhenevskoj-vstrechi-s-sallivanom.html>

---

Le 7 juin 2021, à l'occasion d'une interview, l'ambassadeur Krutskikh a déclaré : « La Russie a toujours été favorable à l'internationalisation de la gouvernance de l'Internet et à l'élargissement du rôle des gouvernements dans ce processus »<sup>13</sup>.

*Contexte : la gouvernance de l'Internet est internationalisée ; cela est établi dans l'Agenda de Tunis du SMSI<sup>14</sup>. Le document final du SMSI+10 des Nations Unies<sup>15</sup> a reconfirmé le rôle des gouvernements et de l'ensemble des autres parties prenantes dans la gouvernance de l'Internet. La Russie a activement participé aux négociations du SMSI+10. Toutefois, les points de vue du pays exprimés par M. Krutskikh ne sont pas largement partagés par les autres États membres des Nations Unies.*

M. Krutskikh a déclaré ce qui suit : « La situation où l'Internet est régulé uniquement par le secteur privé et où le rôle des gouvernements a été rendu égal à celui des autres [...] se révèle inefficace depuis longtemps »<sup>16</sup>. Avant d'ajouter : « Dans le cadre du système des Nations Unies, la Russie insiste sur l'adoption de toute une série de mesures coordonnées, telles que l'élargissement du rôle des gouvernements en matière de gouvernance de l'Internet ; l'élaboration, au niveau intergouvernemental, de politiques mondiales liées à la gouvernance de l'Internet ; l'utilisation du droit international pour assurer sa stabilité et sa sécurité ; la préservation du droit souverain des gouvernements à réglementer leurs segments nationaux de l'Internet »<sup>17</sup>.

*Contexte : le secteur privé ne réglemente pas l'Internet. Comme il a été indiqué précédemment, l'Agenda de Tunis du SMSI et le document final du SMSI+10 ont défini les rôles et les responsabilités de l'ensemble des parties prenantes dans le développement de l'Internet et de sa gouvernance, en particulier les rôles du secteur privé et des gouvernements.<sup>18</sup> Les pays ont différents régimes juridiques vis-à-vis de l'Internet. Certains disposent de certaines formes de réglementation, de licence ou d'enregistrement, tandis que d'autres n'en ont pas.*

En outre, M. Krutskikh a également indiqué ce qui suit : « Il devient important d'accorder à l'Union internationale des télécommunications (UIT) les pouvoirs qui lui reviennent, l'UIT étant l'organe qui possède les attributions nécessaires et qui participe aujourd'hui activement à l'élaboration de différents protocoles et normes pour l'Internet »<sup>19</sup>.

---

<sup>13</sup> Andrey Krutskikh, Magazine International Affairs, *Agenda mondial : victoire diplomatique*, 7 juin 2021. Interview avec le directeur du département de la Sécurité de l'information internationale du ministère russe des Affaires étrangères, <https://interaffairs.ru/news/show/30374>

<sup>14</sup> Sommet mondial sur la société de l'information, Genève 2003–Tunis 2005, WSIS-05/TUNIS/DOC/6 (Rev. 1)-E, 18 novembre 2005, <https://www.itu.int/net/wsis/docs2/tunis/off/6rev1.html>

<sup>15</sup> Résolution A/RES/70/125, Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, 16 décembre 2015, [https://unctad.org/system/files/official-document/ares70d125\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/ares70d125_en.pdf)

<sup>16</sup> Andrey Krutskikh, Magazine International Affairs, *Agenda mondial : victoire diplomatique*, 7 juin 2021. Interview avec le directeur du département de la Sécurité de l'information internationale du ministère russe des Affaires étrangères, <https://interaffairs.ru/news/show/30374>

<sup>17</sup> Andrey Krutskikh, Magazine International Affairs, *Agenda mondial : victoire diplomatique*, 7 juin 2021. Interview avec le directeur du département de la Sécurité de l'information internationale du ministère russe des Affaires étrangères, <https://interaffairs.ru/news/show/30374>

<sup>18</sup> Sommet mondial sur la société de l'information, Genève 2003 – Tunis 2005, WSIS-05/TUNIS/DOC/6 (Rev. 1)-E, 18 novembre 2005, <https://www.itu.int/net/wsis/docs2/tunis/off/6rev1.html>, Résolution A/RES/70/125, Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, 16 décembre 2015, [https://unctad.org/system/files/official-document/ares70d125\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/ares70d125_en.pdf)

<sup>19</sup> Andrey Krutskikh, Magazine International Affairs, *Agenda mondial : victoire diplomatique*. Interview avec le directeur du département de la Sécurité de l'information internationale du ministère russe des Affaires étrangères, <https://interaffairs.ru/news/show/30374>

---

*Contexte : l'UIT prend actuellement part à l'élaboration d'un petit nombre de normes et de protocoles Internet. Les normes Internet sont principalement établies par le Groupe de travail de génie Internet (IETF), auquel participe l'UIT. Les protocoles Internet sont développés par l'IETF, et l'UIT dispose de son propre ensemble de protocoles concurrents (X.25, X.400 et autres). L'IETF coopère activement avec l'UIT en cas de recoupement des protocoles de l'IETF avec des domaines d'action de l'UIT (MPLS-TE et autres).*

Le 15 juin 2021, à l'occasion du 12e Forum international IT auquel ont assisté les pays du groupe BRICS<sup>20</sup> et de l'OCS<sup>21</sup>, Dmitri Bukin, directeur adjoint du département de la Sécurité de l'information internationale du ministère russe des Affaires étrangères, a déclaré ce qui suit : « ... il est très important de noter que des conditions constructives sont actuellement rétablies dans le cadre des négociations de l'ONU sur les IIS<sup>22</sup>. Cela donne de bonnes raisons d'espérer [...] que les discussions sur les IIS à l'échelle mondiale [...] se poursuivront dans le cadre du nouvel OEWG [sur la cybersécurité]. [...] Nous pouvons espérer que cela répondra au souhait de l'ensemble de la communauté internationale de ramener les discussions de l'ONU sur les SII à un cadre unique, et que le nouveau OEWG sera établi dans le système de l'ONU comme une sorte de lieu de référence pour débattre de cette question de manière inclusive, ouverte, transparente et véritablement démocratique ».<sup>23</sup>

*Contexte : comme cela a été indiqué dans les informations de contexte associées à la déclaration du président Poutine en date du 21 avril 2021, il s'agit d'une nouvelle observation faite par un représentant du ministère des Affaires étrangères concernant le climat constructif des négociations relatives à la cybersécurité des Nations Unies, alors que le président Poutine prétendait le contraire.*

Le 15 juin 2021, à l'occasion du même forum, Grigory Logvinov, secrétaire général adjoint de l'OCS, a déclaré : « ... le monde prend de plus en plus conscience qu'un développement incontrôlable de l'Internet est inacceptable. Cette prise de conscience devrait inciter la communauté internationale à élaborer des normes de conduite universellement acceptables dans l'espace d'information. Malheureusement, cette nécessité objective se heurte à la puissante opposition de forces qui tentent d'établir un contrôle monopolistique du réseau mondial par des sociétés Internet d'un seul pays, étroitement liées à ses structures gouvernementales. Appelons les choses par leur nom : il s'agit d'établir la domination d'un pays sur une grande partie des échanges du réseau mondial ».<sup>24</sup>

*Contexte : il n'y a pas de « contrôle sur le réseau mondial » par des « sociétés Internet basées dans un seul pays ». L'Internet est un réseau de réseaux ; on en compte quelque 70 000.<sup>25</sup> Personne ne contrôle l'Internet car personne ne contrôle l'ensemble de ces réseaux.*

---

<sup>20</sup> Les pays du groupe BRICS sont le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

<sup>21</sup> Organisation de coopération de Shanghai.

<sup>22</sup> Sécurité de l'information au niveau international.

<sup>23</sup> Forum IT d'Ougra, Infoforum, Séance plénière, « La Russie et le monde. Questions urgentes liées à la sécurité de l'information à l'échelle internationale dans le cadre des BRICS, de l'Organisation de coopération de Shanghai et de l'Organisation du traité de sécurité collective », 15 juin 2021, <https://youtu.be/hWdZbzxIU?t=4466> (commence à 1:14:26)

<sup>24</sup> Forum IT d'Ougra, Infoforum, Séance plénière, « La Russie et le monde. Questions urgentes liées à la sécurité de l'information à l'échelle internationale dans le cadre des BRICS, de l'Organisation de coopération de Shanghai et de l'Organisation du traité de sécurité collective », 15 juin 2021, <https://youtu.be/hWdZbzxIU?t=1571> (commence à 26:11)

<sup>25</sup> Internet Society, Cas d'utilisation sur le mode de fonctionnement du réseau Internet : localisation des données. Quels sont les effets de la localisation forcée des données sur le mode de fonctionnement du réseau Internet, 30 septembre 2020, <https://www.internetsociety.org/resources/doc/2020/internet-impact-assessment-toolkit/use-case-data-localization/>

---

Le 15 juin 2021, Ilya Kostunov, conseiller du chef de la fraction Russie Unie du Front populaire panrusse à la Douma d'État de la Fédération de Russie, a déclaré : « Entre-temps, pour les propriétaires du système Internet, pour ceux qui développent le système de routage, cet anonymat est en passe de devenir un simple mot. Les questions ne tournent plus autour de l'anonymat mais plutôt autour de l'accès physique. [...] Ce déséquilibre doit aussi être corrigé dans le cadre du processus d'établissement de la souveraineté des différents segments de l'Internet ».<sup>26</sup>

Le 23 juin 2021, l'ambassadeur Vasily Nebenzya, représentant permanent de la Russie auprès des Nations Unies, a déclaré ce qui suit en référence à la réunion au sommet entre les États-Unis et la Russie tenue à Genève dans le contexte d'un dialogue plus large autour de l'Internet : « J'espère que si cette initiative bilatérale crée une dynamique positive, cela donnera un nouvel élan aux négociations multilatérales relatives aux IIS ici aux Nations Unies ».<sup>27</sup>

Le 23 juin 2021, Alexander Bortnikov, directeur du Service fédéral de sécurité (FSB), a indiqué : « Nous pensons que le processus de négociation devrait être élargi dans le but d'harmoniser les règles juridiques internationales dans le domaine de la sécurité de l'information sous l'égide des Nations Unies. Nous sommes prêts à engager un dialogue avec tous ceux qui souhaitent créer un cyberspace sécurisé ».<sup>28</sup>

Le 24 juin 2021, Sergei Lavrov, ministre des Affaires étrangères, a indiqué que la Russie « ... [travaillait] activement à l'adoption d'un code de conduite responsable des États dans l'espace mondial de l'information du point de vue des intérêts de chaque pays en matière de sécurité militaire et politique. Parallèlement, nous promovons le projet de convention universelle de lutte contre la cybercriminalité ».<sup>29</sup>

Le 28 juin 2021, Oleg Khramov, secrétaire adjoint du Conseil de sécurité, a déclaré ce qui suit lors d'une interview : « Un autre point stratégique consiste à créer un mécanisme permettant de garantir la sécurité, la stabilité et le développement de l'Internet sur la base d'une participation équitable de l'ensemble des membres de la communauté internationale. Nous partons du principe que le rôle clé dans la gestion de l'Internet devrait être joué par l'Union internationale des télécommunications ainsi que par les institutions compétentes des États souverains. Le projet russe de cadre pour la convention qui devrait régler cette question a été présenté en 2017 et sera mis à jour dans un avenir proche afin de tenir compte des circonstances actuelles ».<sup>30</sup>

*Contexte : M. Khramov évoque un « concept pour la convention » mais on ne sait pas très bien s'il parle du projet russe de convention de lutte contre la cybercriminalité des Nations Unies<sup>31</sup> de 2021, ou du concept publié par le ministre russe des*

---

<sup>26</sup> Forum IT d'Ougra, Infoforum, Nouvelles technologies numériques et sécurité de l'information - Développement de la confiance et de la coopération, <https://youtu.be/bc-BNiiRlxg?t=5857> (commence à 1:37:37).

<sup>27</sup> 9e Conférence de Moscou sur la sécurité internationale, séance plénière intitulée « Sécurité de l'information : problèmes et solutions », 23 juin 2021, <https://youtu.be/MMG0kuXDqRw?t=990> (commence à 16:31)

<sup>28</sup> TASS, Le FSB collaborera avec les États-Unis à l'identification de pirates informatiques dans le cadre d'un accord, 23 juin 2021, <https://tass.ru/obschestvo/11723445>

<sup>29</sup> Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, déclarations de Sergey Lavrov, ministre des Affaires étrangères, lors de la 9e conférence de Moscou sur la sécurité internationale, Moscou, 24 juin 2021, [https://www.mid.ru/ru/foreign\\_policy/news/-/asset\\_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/4798212?p\\_p\\_id=101\\_INSTANCE\\_cKNonkJE02Bw&\\_101\\_INSTANCE\\_cKNonkJE02Bw\\_languageId=en\\_GB](https://www.mid.ru/ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/4798212?p_p_id=101_INSTANCE_cKNonkJE02Bw&_101_INSTANCE_cKNonkJE02Bw_languageId=en_GB)

<sup>30</sup> Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, interview donnée par Oleg Khramov, secrétaire adjoint du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, à l'agence de presse RIA-NOVOSTI, 28 juin 2021, <http://www.scrf.gov.ru/nehttp://www.scrf.gov.ru/news/allnews/3017/ws/allnews/3017/>

<sup>31</sup> Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, première séance du Comité spécial, [https://www.unodc.org/unodc/en/cybercrime/ad\\_hoc\\_committee/ahc-first-session.html](https://www.unodc.org/unodc/en/cybercrime/ad_hoc_committee/ahc-first-session.html)

---

*Communications en 2017<sup>32</sup>, ou encore d'un tout autre concept. Au 1er avril 2022, aucun projet de texte précédemment publié n'avait recueilli le soutien des Nations Unies.*

Le 28 juin 2021, la Russie et la Chine ont publié une déclaration conjointe faisant part de « ... leur unité sur des questions liées à la gouvernance de l'Internet, à savoir veiller à l'égalité des droits de tous les États à participer à la gouvernance du réseau mondial, accroître leur rôle dans ce processus et préserver le droit souverain des États à réglementer leur segment national de l'Internet. La Russie et la Chine soulignent la nécessité d'accroître le rôle de l'Union internationale des télécommunications et de renforcer la représentation des deux pays dans ses instances dirigeantes ». <sup>33</sup>

*Contexte : la Russie et la Chine ont fait référence à la « la nécessité d'accroître le rôle de l'UIT ». Or, si cet accroissement suppose l'élargissement du rôle de l'UIT en matière de gouvernance de l'Internet, aucun besoin de ce type n'a été officiellement proposé dans le format approprié, ni porté à l'attention des États membres de l'UIT. La déclaration conjointe indique à juste titre que les États disposent du droit souverain de réguler leur segment national de l'Internet. S'ils ne disposaient pas de ce droit souverain, ils ne seraient pas en mesure de le préserver. La souveraineté des États sur certains éléments de l'Internet est évoquée dans l'Agenda de Tunis du SMSI de 2005.*

Dans l'édition de juillet 2021 de l'*International Life Magazine*, Ernst Chernukhin, chef de section du département de la Sécurité de l'information internationale du ministère des Affaires étrangères, a déclaré : « La Fédération de Russie a depuis toujours préconisé l'internationalisation de la gouvernance de l'Internet et l'accroissement du rôle des gouvernements dans ce processus. Le modèle unilatéral de gouvernance de l'Internet dans lequel le rôle des gouvernements est le même que celui des autres parties prenantes alors que les gouvernements sont les garants des droits et des libertés de leurs citoyens et jouent un rôle majeur en matière d'économie, de sécurité et de stabilité des infrastructures d'information critiques de l'Internet, s'est depuis bien longtemps révélé inefficace. Afin d'atteindre ces objectifs, la Fédération de Russie, dans le cadre des Nations Unies, insiste sur l'adoption d'un ensemble de mesures coordonnées visant à : garantir la stabilité et la sécurité de l'Internet en se fondant sur le droit international ; préserver le droit souverain des gouvernements à réguler [leur] segment national de l'Internet ; renforcer le niveau de coordination des initiatives internationales, régionales et nationales en matière de gouvernance de l'Internet ; élaborer, au niveau intergouvernemental, une politique mondiale de gouvernance de l'Internet. La nomination et l'élection du candidat russe au poste de secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications lors des élections de 2022, ainsi que la tenue de l'édition anniversaire du Forum sur la gouvernance de l'Internet des Nations Unies en Russie en 2025 pourraient aider à atteindre ces objectifs stratégiques.

---

<sup>32</sup> Ministère du Développement numérique, des Communications et des Médias de masse de la Fédération de Russie. Le ministre des Communications présente un nouveau projet de concept pour la convention des Nations Unies, 14 avril 2017, <https://digital.gov.ru/ru/events/36739/>

<sup>33</sup> Ambassade de la Fédération de Russie au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, déclaration conjointe de la Fédération de Russie et de la République populaire de Chine à l'occasion du vingtième anniversaire du Traité de bon voisinage et de coopération amicale conclu entre la Fédération de Russie et la République populaire de Chine, 28 juin 2021, 29 juin 2021, <https://www.rusemb.org.uk/fnapr/7007>. Le 29 juin 2021, l'ambassade de Chine à Moscou a annoncé que le Traité de bon voisinage et de coopération amicale conclu entre la Fédération de Russie et la République populaire de Chine le 16 juillet 2001 avait été reconduit. Ambassade de la République populaire de Chine en Russie, reconduction du Traité de bon voisinage et de coopération amicale conclu entre la Fédération de Russie et la République populaire de Chine, 29 juin 2021, <http://ru.china-embassy.org/rus/zqwx/t1887982.htm>

---

De ce point de vue, la communauté d'experts internationaux voit en l'UIT l'un des seuls garants d'un ordre mondial juste et équitable dans la sphère numérique ».<sup>34</sup>

*Contexte : le rôle des gouvernements dans le modèle de gouvernance de l'Internet est bien défini par l'agenda de Tunis du SMSI. Ce modèle n'est pas « unilatéral ». Bien au contraire, il inclut toutes les parties prenantes, chacune ayant des rôles bien définis.<sup>35</sup> La Russie a participé aux discussions sur ce modèle lors du SMSI de Tunis ainsi qu'aux négociations du document final du SMSI+10 des Nations Unies. Les « mesures coordonnées » décrites par M. Chernukhin sont également définies dans l'agenda de Tunis du SMSI. Rien ne prouve qu'il existe une quelconque « communauté d'experts internationaux » qui voit en l'UIT un « garant d'un ordre mondial juste et équitable dans la sphère numérique ».*

Le 12 juillet 2021, Olga Melnikova, chef de section du département de la Sécurité de l'information internationale du ministère russe des Affaires étrangères, a noté ce qui suit : « La Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (ICANN) joue un rôle clé dans la gestion du Net. Le gouvernement des États-Unis a un monopole virtuel sur Internet, bien que l'ICANN, qui s'est vu confier la gestion du Net, soit officiellement une organisation à but non lucratif depuis 2009. L'ICANN doit rendre des comptes à la communauté multipartite mondiale - en d'autres termes, à personne - et à tous égards, elle est encore contrôlée par le gouvernement des États-Unis ».<sup>36</sup> (Veuillez consulter l'annexe 1 pour la traduction non officielle des extraits de l'article en russe.)

*Contexte : l'ICANN a été créée en 1998 et non pas en 2009. L'ICANN n'assure pas la « gestion du Net ». Aucune administration gouvernementale n'exerce une sorte de monopole (virtuel ou non) « sur l'Internet ». Les statuts constitutifs de l'ICANN précisent comment l'organisation doit rendre des comptes à la communauté de l'ICANN. L'ICANN est conçue pour fonctionner avec un haut degré de transparence et recherche la contribution du public, en particulier celle des gouvernements, dans le cadre de ses activités d'élaboration de politiques. Les parties constitutives de l'ICANN (dont fait partie le comité consultatif gouvernemental ou GAC) ont la possibilité de se concerter, dans le cadre d'un groupe appelé « communauté habilitée » pour approuver des changements clés en matière de gouvernance, rejeter la décision du Conseil d'administration d'approuver des budgets et des plans, voire révoquer et réélire l'ensemble du Conseil d'administration. Les individus et les entités disposent de plusieurs moyens pour contester les décisions de l'ICANN. Le GAC bénéficie également d'une situation unique dans la mesure où le Conseil d'administration de l'ICANN est tenu de mettre en œuvre ses avis de politique publique consensuels, à moins que ceux-ci ne fassent l'objet d'un processus de dialogue intensif avec le GAC et n'atteignent un seuil de vote élevé. De même, hormis l'autorité qu'un gouvernement peut détenir sur toute entité relevant de sa juridiction, l'ICANN n'a depuis 2016 conclu aucune forme de contrat avec le gouvernement américain de nature à accorder aux États-Unis un niveau d'autorité accru sur l'ICANN ou ses activités.*

---

<sup>34</sup> Ernst Chernukhin, (Coordinateur spécial du ministère des Affaires étrangères pour les questions relatives aux technologies de la communication à usage politique), International Life Magazine, *A propos de l'approche de la Russie pour garantir la souveraineté numérique à partir de l'exemple des organisations internationales*, numéro 7, 2021, <https://interaffairs.ru/jauthor/material/2531>

<sup>35</sup> Sommet mondial sur la société de l'information, Genève 2003 – Tunis 2005, Agenda de Tunis pour la société de l'information, WSIS-05/TUNIS/DOC/6(Rev. 1)-E, 18 novembre 2005, <https://www.itu.int/net/wsis/docs2/tunis/off/6rev1.html>

<sup>36</sup> Olga Melnikova, « Union internationale des télécommunications : instance de régulation technique ou nouveau théâtre d'affrontements ? », International Affairs Magazine, 12 juillet 2021, <https://interaffairs.ru/news/show/30759>

---

Le 31 août 2021, Alexander Fyodorov, professeur au MGIMO<sup>37</sup> (Institut d'État des relations internationales de Moscou), expert du SVR (Service de renseignement extérieur)<sup>38</sup> et cybernégociateur, a déclaré : « Pour les Américains, comme l'a affirmé Trump au niveau gouvernemental, le terme « cybersécurité » désigne la sécurité des réseaux et des systèmes définis par ces réseaux, dont le fonctionnement est basé sur – disons - le protocole Internet. C'est-à-dire qu'ils fonctionnent sous la direction d'un groupe d'entités juridiques américaines qui disposent à la fois de droits et d'obligations à l'égard de ces réseaux et de leurs systèmes de fonctionnement. C'est également pourquoi la question de l'internationalisation de la gouvernance de l'Internet est au point mort. Vous comprendrez que ces conditions complexifient la gouvernance de l'Internet, et cela s'est clairement manifesté, pour ainsi dire, lors des réunions du Sommet mondial sur la société de l'information, même si des mécanismes ont été créés à cette occasion, etc., etc., et qu'il y avait d'énormes projets qui existent toujours et sont en cours de mise en œuvre. Et les Chinois, en acceptant le poste de secrétaire général de l'UIT pour leur représentant, ont mis en avant la création d'un département, ou plutôt, lui, naturellement, dans son programme électoral, a mis en avant la création d'un département au sein de l'UIT pour la régulation internationale de l'Internet. C'était en 2014, il me semble, il y a sept ans, et depuis les choses n'ont pas bougé d'un pouce ».<sup>39</sup>

*Contexte : ces affirmations sont difficiles à comprendre. M. Fyodorov parle d'entités juridiques américaines qui « disposent de droits et d'obligations » à l'égard des réseaux situés aux États-Unis. De même, il existe des entités juridiques russes qui « disposent de droits et d'obligations » à l'égard des réseaux sur leur territoire, comme c'est le cas dans d'autres pays, dont les États-Unis. Ces réseaux sont soumis aux lois et aux réglementations des pays dans lesquels ils sont situés. Les « engagements » de M. Zhao pour le poste de secrétaire général sont reflétés dans deux documents de l'UIT datant de 2014 et de 2018 qui portent le même nom, à savoir « Candidature au poste de secrétaire général : M. Houlin ZHAO (République populaire de Chine) ».<sup>40</sup> Les deux interviews officielles de M. Zhao de 2014 et de 2018, dans lesquelles il parle de ses plans en tant que secrétaire général de l'UIT, ne contiennent aucune référence à la « réglementation d'Internet au niveau international ».<sup>41</sup>*

Le 9 septembre 2021, la Fédération de Russie a soumis deux contributions au Groupe de travail du Conseil de l'UIT sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet (CWG-Internet). La première contribution, sous le titre « Propositions sur le sujet pour les prochaines consultations ouvertes », était une proposition de la Russie visant à tenir des consultations sur « le rôle des États dans la préservation de l'intégrité, de la résilience et de la stabilité du noyau public de l'Internet, et la nécessité de mesures internationales pour garantir l'intégrité, la résilience et la stabilité du noyau public de

---

<sup>37</sup> Université MGIMO, Fyodorov Alexander Valentinovich, <https://mgimo.ru/people/2436/>

<sup>38</sup> Référence biographique de M. Fyodorov dans les Notes scientifiques du Centre PIR sous la direction éditoriale de A.V. Fyodorov, « Superterrorisme : le nouveau défi du nouveau siècle », 2002, p. 389, <http://www.pircenter.org/media/content/files/9/13464203190.pdf>

<sup>39</sup> Alexander Fyodorov, Centre PIR, enregistrement du séminaire web « Correctif des relations diplomatiques : perspectives des consultations russo-américaines en matière de sécurité de l'information », 31 août 2021, publié le 5 septembre 2021, (1:12:57) <https://youtu.be/goKluudRqaE?t=4377>

<sup>40</sup> Conférence de plénipotentiaires (PP-14), Busan, 20 octobre–7 novembre 2014, document 10-E, 4 novembre 2013, « Candidature au poste de secrétaire général : M. Houlin ZHAO (République populaire de Chine) », <https://www.itu.int/md/S14-PP-C-0010/en>, et Conférence de plénipotentiaires (PP-18), Dubaï, 29 octobre– 16 novembre 2018, document 7-E, 15 novembre 2017, « Candidature au poste de secrétaire général : M. Houlin ZHAO (République populaire de Chine) », <https://www.itu.int/md/S18-PP-C-0007/en>

<sup>41</sup> Entretien avec Houlin Zhao, secrétaire général élu de l'UIT, 2014, UIT, <https://www.itu.int/en/plenipotentiary/2014/Pages/zhao-interview.aspx> et extrait du numéro 04/18 de « Nouvelles de l'UIT », entretien avec Houlin Zhao, candidat au poste de secrétaire général de l'UIT, 24 octobre 2018, <https://www.itu.int/web/pp-18/uploads/2018-itunews04-hzhao.pdf>

---

l'Internet ». <sup>42</sup> La deuxième contribution proposait « d'organiser des travaux d'analyse des risques du modèle actuel de fonctionnement et de gouvernance [de l'Internet] ainsi que de préparer des recommandations et de nouveaux projets de normes juridiques internationales conformes avec les responsabilités de l'UIT ». <sup>43</sup> Pour ce faire, la Fédération de Russie a suggéré qu'à l'occasion de la 17e réunion du CWG-Internet les États membres soumettent leur « vision des risques du modèle actuel de fonctionnement et de gouvernance de l'Internet » ainsi que leurs points de vue sur la façon « de surmonter les défis et les risques actuels », et a invité les États membres à présenter leurs opinions sur « l'élaboration de normes internationales visant à surmonter les défis et les risques actuels associés au système de gestion des infrastructures critiques de l'Internet afin de garantir l'intégrité, la stabilité et la sécurité du noyau public de l'Internet ». <sup>44</sup> Le 23 septembre 2021, ces contributions ont été examinées par le CWG-Internet, mais en raison d'une absence de consensus, elles ont été consignées dans le rapport du président mais n'ont pas été prises en considération. <sup>45</sup>

*Contexte : comme l'indique le Rapport GE 008<sup>46</sup>, il n'existe pas de définition convenue de l'expression « noyau public de l'Internet » au sein des Nations Unies ou de l'UIT. Le premier OEWG (2019–2021) et le GGE (2019–2021) ne sont pas parvenus à un accord concernant l'utilisation de ces termes. De plus, aucune des discussions de l'UIT n'a donné lieu à un consensus sur la nécessité d'élaborer de lois internationales pour « surmonter » les prétendus « défis et risques ».*

Le 23 septembre 2021, le ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie a indiqué que la Russie et l'ASEAN<sup>47</sup> avaient tenu une réunion au cours de laquelle « des experts ont mené un échange de vues approfondi sur la coopération dans le domaine de la sécurité des TIC, et en particulier sur la coopération dans le cadre des initiatives mondiales proposées par la Russie, à savoir le Groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation 2021-2025 et le Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles, ainsi que dans le cadre de l'Union internationale des télécommunications ». <sup>48</sup>

Le 25 septembre 2021, le ministre des Affaires étrangères Lavrov a déclaré : « La Russie plaide en faveur de l'utilisation de l'ONU comme plate-forme pour la conclusion d'accords sur des moyens de garantir la sécurité de l'information au niveau international. Sur ce point également, les critères ne doivent pas être des règles spéciales des uns ou des autres, mais

---

<sup>42</sup> Contribution de la Fédération de Russie, *Propositions sur le sujet pour des prochaines consultations ouvertes*, Groupe de travail du Conseil sur les questions de politique publique internationales relatives à l'Internet, Document CWG-Internet-16/3-E, 9 septembre 2021, <https://www.itu.int/md/S21-RCLINTPOL16-C-0003/en>

<sup>43</sup> Contribution de la Fédération de Russie, *Analyse des risques du modèle opérationnel et de gouvernance de l'Internet actuel*, Groupe de travail du Conseil sur les questions de politique publique internationales relatives à l'Internet, document CWG-Internet-16/4-E, 9 septembre 2021, <https://www.itu.int/md/S21-RCLINTPOL16-C-0004/en>

<sup>44</sup> Contribution de la Fédération de Russie, *Analyse des risques du modèle opérationnel et de gouvernance de l'Internet actuel*, Groupe de travail du Conseil sur les questions de politique publique internationales relatives à l'Internet, <https://www.itu.int/md/S21-RCLINTPOL16-C-0004/en>

<sup>45</sup> Rapport du président, Rapport de la seizième réunion du Groupe de travail du Conseil sur les questions de politique publique internationales relatives à l'Internet (CWG-Internet), 23 septembre 2021, <https://www.itu.int/md/S21-RCLINTPOL16-C-0008/en>

<sup>46</sup> ICANN, Rapport de pays : les Pays-Bas et « le noyau public de l'Internet », 28 mai 2021, page 8, <https://www.icann.org/en/system/files/files/ge-008-28may21-en.pdf>

<sup>47</sup> ASEAN – Association des Nations d'Asie du Sud-Est

<sup>48</sup> Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Communiqué de presse, « Conclusions de la première réunion du dialogue Russie-ASEAN sur les questions liées à la sécurité des TIC », 24 septembre 2021, [https://www.mid.ru/ru/foreign\\_policy/international\\_safety/1778293/?lang=ru](https://www.mid.ru/ru/foreign_policy/international_safety/1778293/?lang=ru)

---

des accords universels permettant de répondre à toutes les préoccupations de manière transparente sur la base des faits ».<sup>49</sup>

Le 17 octobre 2021, le quotidien Kommersant a publié des informations sur le projet de résolution conjointe des États-Unis et de la Russie à la première Commission de l'AGNU : « La Russie et les États-Unis ont présenté un projet de résolution<sup>50</sup> lors de consultations informelles tenues au sein des Nations Unies. À l'occasion de cet événement, le représentant spécial du président russe pour la coopération internationale en matière de sécurité internationale [et] directeur du département de la Sécurité de l'information internationale du ministère russe des Affaires étrangères, Andrey Krutskih, a précisé qu'il s'agissait d'un « moment historique ». Il ressort de sa déclaration que la résolution est importante non seulement par son contenu mais également d'un point de vue stratégique car son adoption permettra de mettre un terme à cette situation où deux plates-formes de cybersécurité fonctionnent parallèlement dans le cadre des Nations Unies, ce que la communauté internationale réclamait depuis bien longtemps. Son homologue américaine, Michelle Markoff, coordinatrice adjointe pour les questions relatives au cyberspace du bureau du coordinateur pour les affaires liées au cyberspace du département d'État, a remercié la délégation russe pour sa coopération. Dans sa déclaration, elle a rappelé que l'existence de deux mécanismes de négociation dans le domaine de la cybersécurité, l'OEWG et le GGE, faisait l'objet de divergences. Toutefois, au cours des derniers mois, ces deux groupes ont réussi à adopter deux rapports importants qui, ensemble, constituent un cadre pour un code de conduite responsable des États dans le cyberspace. Selon elle, « l'objectif de la nouvelle résolution russo-américaine est d'inviter les États à respecter ces normes et de jeter les bases d'une future collaboration à ce sujet au sein des Nations Unies ».<sup>51</sup> Le projet de résolution, coparrainé par les États-Unis et la Russie et soutenu par un certain nombre d'États membres, a été distribué le 8 octobre 2021 et adopté sans vote le 3 novembre 2021.<sup>52</sup>

Le 7 décembre 2021, Dmitri Chernyshenko, vice-premier ministre, a déclaré : « Je souhaiterais également souligner l'importance d'harmoniser les réglementations internationales dans le domaine de la régulation du réseau Internet mondial et des entreprises technologiques. Il est important de développer des approches uniformes en matière de protection de données à l'échelle mondiale afin d'équilibrer les droits et les responsabilités de toutes les parties intervenant dans l'espace numérique. À cet égard, nous saluons la récente initiative du secrétaire général des Nations Unies visant à développer un Pacte numérique mondial. La Russie se tient prête à échanger avec tous les pays, les entreprises et les communautés d'experts intéressés ».<sup>53</sup>

*Contexte : il n'est pas clair à quelles « réglementations internationales » M. Chernyshenko fait référence. Il n'existe pas de réglementations internationales qui*

---

<sup>49</sup> YouTube, Nations Unies, Sergey Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie participant au débat général des Nations Unies à l'occasion de la 76e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, 25 septembre 2021, (commence à 10:04), <https://youtu.be/CGckUwpyR3w?t=605>

<sup>50</sup> Système de documentation des Nations Unies, Soixante-seizième session, Première Commission, Point 95 de l'ordre du jour, Progrès de l'informatique et des télécommunications et sécurité internationale, 8 octobre 2021, A/C.1/76/L.13, <https://undocs.org/A/C.1/76/L.13>

<sup>51</sup> Elena Chernenko, Kommersant Daily, Code binaire, 17 octobre 2021, <https://www.kommersant.ru/doc/5038983>

<sup>52</sup> Système de documentation des Nations Unies, Soixante-seizième session, Première Commission, Point 95 de l'ordre du jour, Progrès de l'informatique et des télécommunications et sécurité internationale, 8 octobre 2021, résolution A/C.1/76/L.13, <https://undocs.org/A/C.1/76/L.13>, adoptée sans vote le 3 novembre 2021 : [https://www.un.org/en/ga/first/76/pdf/FC\\_List\\_draft\\_proposals\\_76\\_Voting\\_Results.pdf](https://www.un.org/en/ga/first/76/pdf/FC_List_draft_proposals_76_Voting_Results.pdf)

<sup>53</sup> Gouvernement de la Russie, Dmitri Chernyshenko à propos de l'harmonisation de la législation et de la coopération internationales dans le domaine des technologies de l'information, à l'occasion du 16e Forum sur la gouvernance de l'Internet des Nations Unies, 7 décembre 2021, <http://government.ru/news/44028/>

---

*pourraient être harmonisées, ni de réglementations internationales « dans le domaine de la régulation du réseau Internet mondial et des entreprises technologiques ».*

Le 14 décembre 2021, la Russie et l'Indonésie ont conclu un accord de coopération internationale en matière de sécurité de l'information au niveau international. « L'accord met en avant la nécessité d'une coopération entre les pays en vue d'améliorer le modèle existant de gouvernance de l'Internet, et en particulier la nécessité de garantir l'égalité des droits des gouvernements en matière de gouvernance de l'Internet et d'élargir le rôle de l'Union internationale des télécommunications. »<sup>54</sup>

*Contexte : tous les gouvernements participent aux processus de gouvernance de l'Internet sur un pied d'égalité, tel qu'il est indiqué dans l'Agenda de Tunis du SMSI et le document final du SMSI+10.*

Le 29 décembre 2021, Oleg Syromolotov, vice-ministre aux Affaires étrangères, a déclaré : « En ce qui concerne les questions de réglementation de l'Internet, la Russie appelle à internationaliser la gouvernance de l'Internet, à s'assurer que les gouvernements sont en mesure de participer à ce processus sur un pied d'égalité, à préserver le droit souverain des gouvernements de réglementer leur segment national de l'Internet et à conclure un accord sur la réglementation intergouvernementale de l'Internet dont l'efficacité dépendra de son adoption par tous les États ». Il a ajouté : « Ces questions font l'objet de discussions au sein de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et nous participons activement à ses travaux, en particulier à ceux d'absolument tous les groupes d'étude et de travail de l'UIT ». M. Syromolotov a poursuivi en affirmant : « La Fédération de Russie a proposé ses candidats afin de renforcer le rôle de premier plan de cette agence des Nations Unies spécialisée dans les télécommunications et les technologies de l'information et de la communication : Rashid Ismailov, en tant que secrétaire général de l'UIT, et Nikolai Varlamov, en tant que membre du nouveau Comité du Règlement des radiocommunications. Nous sommes également candidats à la réélection au Conseil de l'UIT ».<sup>55</sup>

*Contexte : les propos du vice-ministre Syromolotov sont fallacieux. L'UIT n'a pas débattu de « l'internationalisation de la gouvernance de l'Internet », étant donné que cette question a déjà été abordée et réglée dans l'Agenda de Tunis du SMSI et dans le document final du SMSI+10 des Nations Unies. Il est important de signaler qu'il n'y a pas de consensus au sein de l'UIT en faveur d'une « réglementation intergouvernementale de l'Internet ». La discussion qui s'est tenue au sein de l'UIT à laquelle il fait référence n'a eu lieu qu'au sein du CWG-Internet de l'UIT. Elle a été engagée uniquement à la suite des contributions de la Fédération de Russie et n'a jamais fait l'objet d'un consensus.*

---

<sup>54</sup> Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Informations et actualités, La Russie et l'Indonésie ont conclu un accord de coopération intergouvernementale en matière de sécurité de l'information au niveau international, 14 décembre 2021, <http://www.scrf.gov.ru/news/allnews/3151/>

<sup>55</sup> RIA NEWS, Oleg Syromolotov : la Russie préconise une participation des gouvernements à la gouvernance de l'Internet sur un pied d'égalité, 29 décembre 2021, <https://ria.ru/20211229/syromolotov-1765883993.html>

---

Le 7 janvier 2022, la Russie a envoyé deux contributions au CWG-Internet de l'UIT.<sup>56,57</sup> Ces deux contributions suggèrent au CWG-Internet d'aborder des questions liées aux missions de l'ICANN et des RIR. Dans ces contributions, la Russie a fait plusieurs déclarations qui méritent d'être replacées dans leur contexte :

« ... les relations juridiques sur Internet ne sont pas assez réglementés à l'échelle internationale. À l'heure actuelle, il n'existe pas d'accords juridiques internationaux universels dans le droit international qui permettraient de réglementer les questions relatives à la gouvernance de l'Internet. Le problème ne tient pas seulement à l'absence de consensus au niveau international, mais aussi au caractère mondial, multi-niveaux et multilatéral de la participation à l'élaboration de la réglementation juridique en matière d'Internet. »

*Contexte : il n'y a pas de consensus sur la nécessité d'une « réglementation suffisante au niveau international » de toute « relation juridique ». Il n'y a pas de consensus sur la nécessité d'adopter des « accords juridiques internationaux universels qui permettraient de réglementer les questions relatives à la gouvernance de l'Internet ». La question de la gouvernance de l'Internet a été débattue lors de deux importantes réunions des Nations Unies : le SMSI de 2003 à Genève et le SMSI de 2005 en Tunisie. Les rôles de chacune des parties prenantes dans le modèle actuel de gouvernance de l'Internet sont définis dans l'Agenda de Tunis du SMSI et dans le document final du SMSI+10. Par ailleurs, la Russie prétend qu'il existe un problème « d'absence de consensus au niveau international », alors que les documents finaux du SMSI et du SMSI+10 prouvent qu'il y a un consensus, et que ce consensus existe au niveau international. Le caractère global de l'Internet n'a pas fait obstacle à l'obtention de ce consensus.*

La contribution de la Russie dit également : « Le manque de coordination des réglementations nationales en matière d'Internet constitue le plus grand obstacle et la cause de la fragmentation déjà amorcée du réseau mondial ».

Les propositions russes n'ont pas fait l'objet d'un consensus. La Russie a publié une déclaration dans laquelle elle affirme qu'il existe un « processus de fragmentation de l'Internet et de dégradation de l'espace numérique commun ». Elle y appelle à « la transformation du système actuel de gouvernance de l'Internet » et encourage les États membres à engager « un dialogue au sein de l'UIT ».<sup>58</sup>

*Contexte : dans cette déclaration, comme dans de précédentes contributions, la Russie prétend qu'il y a une « fragmentation de l'Internet » ainsi qu'une « dégradation de l'espace numérique commun », mais aucun élément de preuve ne vient soutenir ces affirmations et la signification réelle de ces termes n'est pas expliquée. En outre, le système actuel de gouvernance de l'Internet fait constamment l'objet de discussions dans des instances idoines telles que le Forum sur la gouvernance de l'Internet. Les*

---

<sup>56</sup> Contribution de la fédération de Russie - Propositions visant à discuter des défis et du manque d'organisations chargées des activités opérationnelles/opérateurs d'infrastructures critiques de l'Internet (première étape), dix-septième réunion du Groupe de travail du Conseil sur les questions de politique publique liées à Internet au niveau international – 19-20 janvier 2022, 7 janvier 2022, <https://www.itu.int/md/S22-RCLINTPOL17-C-0003/en>

<sup>57</sup> Contribution de la Fédération de Russie - Propositions sur le sujet pour des prochaines consultations ouvertes, dix-septième réunion du Groupe de travail du Conseil sur les questions de politique publique liées à Internet au niveau international – 19-20 janvier 2022, 7 janvier 2022, <https://www.itu.int/md/S22-RCLINTPOL17-C-0004/en>

<sup>58</sup> Rapport de la dix-septième réunion du Groupe de travail du Conseil sur les questions de politique publique liées à Internet au niveau international (CWG-Internet), 24 janvier 2022, <https://www.itu.int/md/S22-RCLINTPOL17-C-0006/en>

---

*idées visant à améliorer le modèle multipartite de gouvernance de l'Internet sont partagées et débattues entre tous les participants. De son côté, le CWG-Internet de l'UIT ne permet pas la participation de parties prenantes autres que les États membres.*

Le 3 février 2022, Ernst Chernukhin, chef de section du département de la Sécurité de l'information internationale du ministère des Affaires étrangères, a indiqué : « De nombreux experts ont mis en évidence le nouveau cycle de concurrence technologique qui s'annonce sur le marché mondial et qui prendra bientôt la forme d'une lutte pour – essentiellement - les réseaux de télécommunication mondiaux, qui constituent la base de la diffusion des technologies numériques, principalement dans les pays en développement ». <sup>59</sup>

Le 3 février 2022, Olga Melnikova, chef de section du département de la Sécurité de l'information internationale du ministère des Affaires étrangères, a déclaré : « Dans un contexte de risques géopolitiques et de cybermenaces mondiales, la question du nouvel affrontement géopolitique est passée sous silence. Je parle de la volonté de l'Occident de préserver la possibilité d'une domination technique et des tentatives visant à placer l'Union internationale des télécommunications sous son contrôle exclusif ». <sup>60</sup>

*Contexte : il n'existe aucune preuve de cette « volonté » de « l'Occident » (termes utilisés par Mme Melnikova) de placer des fonctions de l'UIT sous son « contrôle exclusif ». En fait, le seul pays qui a évoqué la modification des fonctions de l'UIT, c'est la Fédération de Russie. Comme l'ont déclaré un certain nombre de fonctionnaires cités dans le rapport de pays consacré à la Russie (disponible sur la [page de publications de l'équipe GE](#)), la Russie prévoit de faire modifier le mandat de l'UIT si son candidat au poste de secrétaire général est élu.*

Le 4 février 2022, la Russie et la Chine ont signé une déclaration conjointe dans laquelle elles affirment être « prêtes à renforcer la coopération dans le domaine de la sécurité de l'information au niveau international et à contribuer à la construction d'un environnement TIC ouvert, sécurisé, durable et accessible ». La Chine et la Russie ont affirmé leur « volonté de parler d'une seule voix » au sein de l'OEWG et ont confirmé avoir « présenté un projet commun de convention pour servir de base aux négociations » auprès du Comité spécial (AHC). En outre, les deux pays ont déclaré qu'ils « sont en faveur de l'internationalisation de la gouvernance de l'Internet, préconisent l'égalité des droits à sa gouvernance, estiment que toute tentative de limiter leur droit souverain de réglementer leurs segments nationaux de l'Internet et d'assurer leur sécurité est inacceptable, [et] sont intéressés par une plus grande participation de l'Union internationale des télécommunications dans le traitement de ces questions ». <sup>61</sup>

Le 15 février 2022, le magazine *International Affairs* a publié un article rédigé par trois membres du département de la Sécurité de l'information internationale du ministère des Affaires étrangères. L'article disait : « Apparemment, réformer le forum de cette façon pourrait relancer la question de l'internationalisation de la gouvernance de l'Internet et faciliter le renvoi de cette question urgente aux agences des Nations Unies, en premier lieu à l'Union internationale des télécommunications qui est spécialisée dans les questions liées au fonctionnement stable et durable du Net. La tenue du FGI25 en Russie juste avant

---

<sup>59</sup> Ernst Chernukhin, Infoforum, Souveraineté de l'information et sécurité de l'information au niveau international, 3 février 2022, (10:15) <https://youtu.be/bmXZzRWvIEo?t=615>

<sup>60</sup> Olga Melnikova, Infoforum, Souveraineté de l'information et sécurité de l'information internationale, 3 février 2022, (1:16:22), <https://youtu.be/bmXZzRWvIEo?t=4582>

<sup>61</sup> Déclaration conjointe de la Fédération de Russie et de la République populaire de Chine sur les relations internationales à l'aube d'une nouvelle ère et sur le développement durable mondial, 4 février 2022, <http://en.kremlin.ru/supplement/5770>

---

l'examen du 20e anniversaire des décisions prises au SMSI contribuera à créer un environnement propice à la mise en œuvre des propositions faites par le secrétaire général des Nations Unies ». <sup>62</sup>

Le 18 février 2022, Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, a souligné l'importance des processus multilatéraux qui ont lieu au sein des Nations Unies dans le cadre des discussions sur la convention de lutte contre la cybercriminalité des Nations Unies : « Nous sommes conscients qu'il existe différents points de vue, que certains pays ne souhaitent pas que nos approches se concrétisent. Il est important de travailler à l'établissement de règles universelles et d'essayer de leur conférer une force juridique contraignante. En même temps, nous devons comprendre qu'à cela s'ajoute la souveraineté numérique des États et le régime de l'égalité des droits dans la gouvernance de l'Internet ». <sup>63</sup>

*Contexte : M. Medvedev énonce un fait, à savoir que le modèle de gouvernance de l'Internet est fondé sur l'égalité des droits de tous les participants. Sa déclaration semble plus exacte que certaines déclarations d'autres fonctionnaires russes à ce propos.*

Le 29 mars 2022, au cours de la deuxième session de fond de l'OEWG, le représentant de la Fédération de Russie a dit : « À titre d'exemple, il est tout à fait possible qu'un pays entier soit déconnecté des systèmes de communication internationaux, en particulier de l'Internet ou du système interbancaire de transmission d'informations et de paiement, SWIFT. Il ne s'agit pas d'une menace théorique ; c'est ce qui est en train d'arriver à mon pays. L'expérience montre que la technologie permet de mettre cette menace à exécution, dans la mesure où ces systèmes sont gérés par un pays ou un petit groupe de pays. Ainsi, si l'on prend l'exemple de l'Internet, il s'agit de la société chargée de la gestion des noms de domaine et des adresses IP, l'ICANN. C'est une organisation à but non lucratif qui, de facto, est entièrement contrôlée par les États-Unis d'Amérique. Ces conditions rendent tout pays - n'importe lequel ! - vulnérable aux décisions politiques du pays en question ». <sup>64</sup>

*Contexte : l'ICANN n'est pas en mesure de « déconnecter » (débrancher, etc.) un pays de l'Internet. Cela est clairement indiqué dans une lettre en date du 2 mars 2022 adressée par le président-directeur général de l'ICANN au vice-premier ministre ukrainien. <sup>65</sup> L'ancienne fonctionnaire du gouvernement américain Fiona Alexander <sup>66</sup> l'a*

---

<sup>62</sup> Vladimir Malinkin, conseiller principal, département de la Sécurité de l'information internationale du ministère russe des Affaires étrangères ; Alexander Koshkin, premier secrétaire, département de la Sécurité de l'information internationale du ministère russe des Affaires étrangères ; Alexander Fedorenko, troisième secrétaire, département de la Sécurité de l'information internationale du ministère russe des Affaires étrangères, *Le Forum sur la gouvernance de l'Internet des Nations Unies a-t-il un avenir ?*, International Life Magazine, 15 février 2022, p.61, [https://interaffairs.ru/virtualread/ia\\_rus/22022/files/assets/downloads/publication.pdf](https://interaffairs.ru/virtualread/ia_rus/22022/files/assets/downloads/publication.pdf)

<sup>63</sup> Conseil de sécurité de la Fédération de Russie. Le vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Dmitri Medvedev, a organisé une réunion thématique intitulée « Élaboration de mécanismes internationaux visant à lutter contre la cybercriminalité et à garantir la stabilité dans l'espace d'information », 18 février 2022, <http://www.scrf.gov.ru/news/allnews/3191/>

<sup>64</sup> Groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation 2021-2025, deuxième session de fond, 3e réunion, déclaration de Vladimir Shin en tant que représentant de la Fédération de Russie dans le cadre de la séance informelle <https://media.un.org/en/asset/k11/k117rcax4f> (51:05)

<sup>65</sup> Lettre de Göran Marby, président-directeur général de la Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (ICANN), envoyée à Mykhailo Fedorov, vice-premier ministre, ministère de la Transformation numérique, Ukraine, 2 mars 2022, <https://www.icann.org/en/system/files/correspondence/marby-to-fedorov-02mar22-en.pdf>

<sup>66</sup> Fiona Alexander est actuellement stratège politique émérite en résidence à la School of International Service et membre émérite de l'Internet Governance Lab à l'American University. Pendant près de 20 ans, Fiona a travaillé à l'Administration nationale des télécommunications et de l'information des États-Unis (NTIA) au sein du

également rappelé le 5 avril 2022 lorsqu'elle a déclaré : « La Fédération de Russie a été mieux protégée dans le cadre du modèle multipartite qu'elle ne l'a été dans le système des Nations Unies. Ainsi, lorsque le ministre ukrainien a demandé à RIPE et à l'ICANN de lui retirer les ressources Internet, les deux ont dit « non<sup>67</sup> ». Mais lors de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications de l'UIT, qui s'est tenue en mars 2022, le gouvernement russe s'est vu retirer des postes de direction dans les groupes d'étude à la demande de l'Ukraine.<sup>68</sup> D'ailleurs, même si la Fédération de Russie participe à l'ICANN, elle souhaite à chaque fois que l'ICANN soit repris par l'UIT ou remplacé. J'ai trouvé ironique que le modèle multipartite protège mieux le peuple russe et l'Internet que le système des Nations unies, dans lequel le gouvernement russe a été démis de son rôle ». <sup>69</sup> Le 6 avril 2022, la Maison-Blanche a publié une fiche d'informations sur les sanctions prises par les États-Unis, le G7 et l'UE à l'encontre de la Russie, dans laquelle il est indiqué que l'accès à Internet n'est pas visé par les sanctions.<sup>70</sup>

Le 30 mars 2022, les Pays-Bas, au cours de la deuxième session de fond de l'OEWG, ont déclaré ce qui suit : « Pour les Pays-Bas, la sauvegarde du noyau public consiste à respecter son modèle de gouvernance multipartite et à empêcher l'introduction de normes et de protocoles qui porteraient atteinte à la nature ouverte et interopérable de l'Internet. Dans ce contexte, et en réponse à ce qui a été suggéré hier, je souhaiterais souligner que le rôle des organisations multipartites telles que l'ICANN et les Registres Internet régionaux (RIR) consiste à garantir la coordination technique de l'Internet et à tâcher de préserver un Internet unique, mondial et interopérable capable de fonctionner en tout temps et accessible à tous... ». <sup>71</sup>

## Déclarations de politique nationale et initiatives de la Russie en matière d'Internet

Le 20 avril 2021, le MoC a signalé la création d'un « [...] sous-système de suivi et de gestion du système des noms de domaine national faisant partie du système d'information pour le suivi et la gestion du réseau public de communications (ci-après le NDNS MAS). [Ce sous-système] est doté des capacités techniques nécessaires pour surveiller la performance et la qualité de service du système de gestion des opérations du NDNS, ainsi que pour gérer

---

département du commerce des États-Unis en tant qu'administratrice associée pour les affaires internationales. Biographie : <https://community.icann.org/display/EURALO/Fiona+Alexander++Biography>

<sup>67</sup> Réponse de RIPE NCC à la demande du gouvernement ukrainien, [Lettre du vice-premier ministre ukrainien envoyée à RIPE NCC \(PDF\)](#), Réponse du directeur général de RIPE NCC (PDF), Amsterdam, 10 mars 2022, <https://www.ripe.net/publications/news/announcements/ripe-ncc-response-to-request-from-ukrainian-govemment>

<sup>68</sup> Compte Twitter officiel de la Mission permanente de l'Ukraine auprès du Bureau des Nations Unies de Genève, 9 mars 2022, <https://twitter.com/UKRinUNOG/status/1501658319932600326>, site web de la Mission permanente de la République tchèque auprès du Bureau des Nations Unies de Genève, 9 mars 2022, [https://www.mzv.cz/mission.geneva/en/specialized\\_agencies/international\\_telecommunication\\_union/russia\\_s\\_military\\_aggression\\_against.html](https://www.mzv.cz/mission.geneva/en/specialized_agencies/international_telecommunication_union/russia_s_military_aggression_against.html)

<sup>69</sup> Fiona Alexander, séminaire web de l'ITIF, La gouvernance de l'Internet en temps de guerre et de conflit, 5 avril 2022, (58:57), <https://itif.org/events/2022/04/05/internet-governance-during-times-war-and-conflict>

<sup>70</sup> Maison-Blanche, salle de presse, FICHE D'INFORMATION : les États-Unis, le G7 et l'UE imposent immédiatement de lourdes sanctions à la Russie, 6 avril 2022, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/04/06/fact-sheet-united-states-g7-and-eu-impose-severe-and-immediate-costs-on-russia/>

<sup>71</sup> (5e réunion) Groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation 2021-2025, deuxième session de fond, déclaration de Nathalie Jaarsma, ambassadrice itinérante pour la politique de sécurité et le cyberspace, Royaume des Pays-Bas, dans le cadre de la séance informelle, <https://media.un.org/en/asset/k1q/k1qu15nuh2> (1:00:05)

---

les paramètres du NDNS et envoyer des rapports au système d'information du Centre de surveillance et d'administration du réseau de communications publiques sur des menaces pour la stabilité, la sécurité et l'intégrité du système national de noms de domaine, dans le cadre de l'accord du 1er septembre 2020 n° NSDI-2020 ».<sup>72</sup>

Le 20 avril 2021, le MoC a également indiqué que la deuxième étape du système d'information du Centre pour le suivi et la gestion du réseau public de communications avait été mise en ligne en mode test le 15 décembre 2020. Les sous-systèmes suivants ont été créés et mis en ligne : « [...] - le sous-système de registre d'adresses et de ressources de numéros d'Internet (ANRR) qui permet aux FAI, aux détenteurs ou autres propriétaires de réseaux techniques de communication, aux entités en charge de la diffusion d'informations sur Internet et aux autres titulaires de numéros du système autonome de fournir et de recevoir des informations en temps opportun ; - le sous-système pour le suivi et la gestion du système des noms de domaine national du système d'information pour le suivi et la gestion du réseau public de communications (ci-après le NDNS MAS) ; - un sous-système pour la communication avec l'ANRR, le NDNS MAS, d'autres PCN MAS, le système d'information unique du Roskomnadzor (SIS) ; - le sous-système de soutien à la visualisation (VSS) ».<sup>73</sup>

Le 26 mai 2021, le président Poutine a promulgué des dispositions portant sur la responsabilité administrative en cas de violation des exigences de sécurité applicables aux infrastructures d'information critiques et en cas de violation de la procédure d'échange d'informations sur des incidents informatiques entre des sujets qui utilisent des infrastructures d'information critiques en Russie, et entre des sujets qui utilisent des infrastructures d'information critiques en Russie et des autorités étrangères officiellement désignées.<sup>74</sup>

Le 19 juin 2021, un nouveau décret gouvernemental a renforcé la mission du MoC concernant « l'utilisation des ressources de numéros dans les réseaux de communication ».<sup>75</sup> (Veuillez vous référer à l'annexe 2 pour connaître les dispositions pertinentes des nouvelles réglementations.)

En juin 2021, le Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse (Roskomnadzor) a publié un rapport sur les activités qu'il a menées au cours de l'année écoulée. Le rapport indique que « la première version du système automatisé garantissant la sécurité du segment russe de l'Internet (ASSI) a été créée dans le cadre d'une initiative visant à mettre en œuvre la loi fédérale sur les communications n° 126-FZ du 7 juillet 2003. L'ASSI est créé de sorte à réduire les menaces à la stabilité, à la sécurité et à l'intégrité de l'Internet et du réseau public de communications sur le territoire de la Fédération de Russie. Le système comprend un système centralisé

---

<sup>72</sup> Rapport annuel révisé sur la mise en œuvre et l'évaluation du programme relatif à la société de l'information piloté par le gouvernement de la Fédération de Russie, 20 avril 2021, p. 61, <https://digital.gov.ru/uploaded/files/utochnennyj-godovoj-otchet-2020.pdf>

<sup>73</sup> Rapport annuel révisé sur la mise en œuvre et l'évaluation du programme relatif à la société de l'information piloté par le gouvernement de la Fédération de Russie, 20 avril 2021, tableau 17 p. 27, <https://digital.gov.ru/uploaded/files/utochnennyj-godovoj-otchet-2020.pdf>

<sup>74</sup> Président russe, Documents, Responsabilité administrative établie pour violation des exigences de sécurité des infrastructures d'information critiques, 26 mai 2021, <http://kremlin.ru/acts/news/65660>

<sup>75</sup> Gouvernement de la Fédération de Russie, « Décret n° 943 en date du 19 juin 2021 portant modification du décret sur le ministère du Développement numérique, des Communications et des Médias de masse (MoC) et abrogeant certaines lois du gouvernement de la Fédération de Russie », Portail Internet officiel d'informations juridiques, 24 juin 2021, <http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202106240011>

---

pour la gestion des équipements de lutte contre des menaces (TCE), installé directement dans les équipements de communication du FAI ».<sup>76</sup>

Le 30 juin 2021, le gouvernement russe a adopté des réglementations relatives aux contrôles (supervision) par le gouvernement fédéral du respect des exigences liées à la diffusion d'informations sur les réseaux d'information et de télécommunications, y compris l'Internet. La supervision sera assurée par le Roskomnadzor.<sup>77</sup>

Le 1er juillet 2021, le président Poutine a adopté une loi concernant la présence de plates-formes Internet étrangères sur l'Internet russe. La loi stipule que les différentes entités étrangères qui « exercent des activités » sur Internet sur le territoire russe et comptent plus de 500 000 visites par jour « devront s'enregistrer auprès du Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse (Roskomnadzor) et ouvrir un bureau en Russie ».<sup>78</sup> Cette loi est entrée en vigueur le 1er janvier 2022.

Le 2 juillet 2021, le président Poutine a approuvé la nouvelle stratégie de sécurité nationale pour la Russie. Pour la première fois, la stratégie a inclus un nouveau chapitre sur la « sécurité de l'information ». Ce chapitre prévoit ce qui suit : « L'objectif de la sécurité de l'information est de renforcer la souveraineté de la Fédération de Russie dans l'espace d'information ». Il se poursuit ainsi : « La sécurité de l'information est assurée par la mise en œuvre d'une politique gouvernementale visant à atteindre les objectifs suivants : [...] renforcer la sécurité et la stabilité du réseau unique de télécommunications de la Fédération de Russie, du segment russe de l'Internet et d'autres unités importantes de l'infrastructure de l'information et de la communication, et prévenir tout contrôle étranger sur leur fonctionnement ». Le document évoque également l'importance de « réduire au minimum les fuites d'informations d'accès restreint et de données à caractère personnel, ainsi que de diminuer les manquements aux exigences relatives à la protection de ce type d'informations et des données à caractère personnel établies par les lois russes ».<sup>79</sup>

Le 21 juillet 2021, le média RBC a annoncé que « les documents du groupe de travail sur la sécurité de l'information de l'organisation ANO « économie numérique »<sup>80</sup> (responsable du programme national portant le même nom) montrent que des exercices d'entraînement visant à garantir la stabilité, la sécurité et l'intégrité de l'Internet ont eu lieu entre le 15 juin et le 15 juillet ». Une source de RBC a indiqué que « les exercices ont pour but de vérifier que RUNET sera opérationnel en cas de distorsions externes, de blocages ou d'autres menaces. Les conclusions officielles n'ont pas encore été établies ; les rapports préliminaires indiquent que les exercices ont été menés avec succès ». Selon une autre source de RBC, « les exercices ont été conçus pour tester la possibilité de déconnecter physiquement le segment russe de l'Internet ».<sup>81</sup>

---

<sup>76</sup> Ministère du Développement numérique, des Communications et des Médias de masse de la Fédération de Russie, Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse, Rapport sur l'application des lois par le gouvernement (surveillance) et sur l'efficacité de cette application (surveillance en 2020), p.114, <https://rkn.gov.ru/plan-and-reports/reports/>

<sup>77</sup> Gosuslugi, <https://regulation.gov.ru/projects#npa=116422>

<sup>78</sup> Kremlin.ru, Adoption de la loi réglementant l'activité des entités étrangères sur Internet en Russie, 1er juillet 2021, <http://kremlin.ru/acts/news/65985> ; Sistema Obespechenia Zakonodatelnoy Deyatelnosti, Activités des entités étrangères sur Internet en Fédération de Russie, <https://sozd.duma.gov.ru/bill/1176731-7>

<sup>79</sup> Portail Internet officiel d'informations juridiques, stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie, 3 juillet 2021, <http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202107030001?index=0&rangeSize=1>

<sup>80</sup> ANO - Organisation non commerciale autonome

<sup>81</sup> RBC, La Russie teste le fonctionnement du RUNET en cas de déconnexion du réseau mondial, 21 juillet 2021, [https://www.rbc.ru/technology\\_and\\_media/21/07/2021/60f8134c9a79476f5de1d739](https://www.rbc.ru/technology_and_media/21/07/2021/60f8134c9a79476f5de1d739)

---

Le 17 août 2021, le parti Russie Unie<sup>82</sup> a présenté son Manifeste numérique, qui recense les priorités dans le domaine de l'Internet. Les principales idées du document ont été décrites par le secrétaire adjoint du Conseil général de Russie Unie, le président du Comité d'information de la Douma d'État, Alexander Khinshtein, lors de la séance stratégique du parti « L'avenir numérique de la Russie ». Selon la section 3, M. Khinshtein a indiqué que « le segment russe de l'Internet doit être sûr et stable 'en cas de sanctions et de déconnexions externes', ce qui ne signifie pas pour autant qu'un 'rideau de fer numérique' sera mis en place ».<sup>83</sup> Les médias russes ont rapporté que « le vice-ministre du Développement numérique, des Communications et des Médias de masse de la Fédération de Russie, Oleg Kachanov, a exprimé son soutien aux principales dispositions du Manifeste numérique lors d'une session du parti Russie unie ». M. Kachanov a déclaré ce qui suit : « Les dispositions clés du manifeste que nous aimerions soutenir et que nous soutenons définitivement sont celles qui portent sur la sécurité, la liberté et le développement. En ce qui concerne notre mission, il s'agit avant tout du développement des technologies numériques, qui favorisent également le développement du pays et de la société dans son ensemble. En ce qui concerne la sécurité, l'un des domaines les plus importants pour nous est la protection des données personnelles, la protection de la vie privée et la protection contre les abus. La liberté ne consiste pas seulement à garantir l'égalité d'accès à Internet, mais aussi à assurer un accès libre, égal et gratuit à des services et à des ressources qui revêtent une importance socio-économique ».<sup>84</sup>

En août 2021, le MoC a publié à des fins de consultation publique de nouveaux projets de normes pour la réglementation du trafic des réseaux de transmission de données à l'aide d'équipements d'inspection profonde de paquets (DPI)<sup>85</sup>. Le 21 août 2021, le Roskomnadzor a annoncé que le nouveau projet de décret visait à « garantir la protection adéquate des citoyens russes contre des contenus restreints ». « Selon le projet de décret, les équipements seront installés principalement sur les réseaux des FAI de grande et moyenne taille. Les FAI de petite taille auront également la possibilité de se connecter à ces types de nœuds d'agrégation. Cela renforcera l'efficacité de la configuration actuelle et réduira le nombre de pièces d'équipement ainsi que les coûts d'exploitation associés. Jusqu'à ce jour, des équipements ont été installés sur les réseaux des FAI dans tous les districts fédéraux de la Russie. Ils couvrent 100 % du trafic de téléphonie mobile et 60 % du trafic de téléphonie fixe », a fait savoir le service de presse du Roskomnadzor.<sup>86</sup> Le décret devait entrer en vigueur le 1er décembre 2021. Toutefois, les experts doutaient que le ministère de la Justice soit en mesure d'autoriser son adoption étant donné qu'à la date d'adoption proposée le MoC n'avait pas le droit de définir des normes pour réglementer le trafic des réseaux de transmission de données.<sup>87</sup> Le décret est signé par le premier ministre et devrait entrer en vigueur ultérieurement, le 1er janvier 2023.<sup>88</sup>

Le 9 septembre 2021, un certain nombre d'experts russes en informatique ont indiqué que le service DNS public avait été temporairement bloqué par les autorités à l'aide de méthodes

---

<sup>82</sup> Russie Unie est le parti majoritaire qui détient 325 sièges sur 450 à la Douma d'État (parlement national), [https://ru.wikipedia.org/wiki/Государственная\\_дума](https://ru.wikipedia.org/wiki/Государственная_дума)

<sup>83</sup> TASS, Russie Uni présente le Manifeste numérique du parti, 17 août 2021, <https://tass.ru/ekonomika/12149831>

<sup>84</sup> TASS, Russie Uni présente le Manifeste numérique du parti, 17 août 2021

<sup>85</sup> Gosuslugi, Projet de décret du MoC sur la mise en œuvre d'exigences de transmission du trafic dans les réseaux de données, août 2021, <https://regulation.gov.ru/projects#npa=119334>

<sup>86</sup> TASS, MoC : Le recours à des équipements de lutte contre les menaces pour la transmission du trafic créera des conditions propices au renforcement de la sécurité de la Russie, 17 août 2021, <https://tass.ru/ekonomika/12151637>

<sup>87</sup> Yulia Melnikova, Le DPI approche, COMNEWS, 19 août 2021, <https://www.comnews.ru/content/216028/2021-08-19/2021-w33/tspu-vse-blizhe>

<sup>88</sup> Ministère du Développement numérique, des Communications et des Médias de masse de la Fédération de Russie, décret sur la mise en œuvre d'exigences de transmission du trafic dans les réseaux de données, (aucune date n'est donnée dans le document), <https://regulation.gov.ru/projects#npa=119334>

---

utilisant le filtrage par DPI. Certains experts ont indiqué que les services DNS bloqués étaient fournis par Google et Cloudflare.<sup>89,90</sup>

Le 10 septembre 2021, Habr.com a publié les informations suivantes : « En septembre, le Roskomnadzor testera les capacités de blocage d'un certain nombre de technologies de protocoles Internet étrangères, qui masquent les noms des sites, comme c'est le cas de DoH de Mozilla et de Google.<sup>91</sup> Selon des fonctionnaires, ces technologies rendent plus difficile de bloquer l'accès aux ressources interdites. Ils conseillent aux entreprises publiques de basculer vers le système des noms de domaine national (NDNS) ». <sup>92</sup>

Le 19 octobre 2021, le directeur du Roskomnadzor, M. Lipov, a évoqué les exercices menés afin de tester le segment russe de l'Internet : « Selon le Roskomnadzor, tous les exercices menés jusqu'à présent ont été couronnés de succès ». Il a ajouté : « Les exercices ont pour but de garantir que ce type de perturbation ne se produise pas. Ils ont montré que nous sommes prêts à faire fonctionner tout cela de manière stable et sûre, quel que soit le type d'influence extérieure ». <sup>93</sup>

Le 3 novembre 2021, le président du Comité sur les politiques liées à l'information, les technologies et les communications de la Douma d'État, Alexander Khinshtein, a déclaré ce qui suit par rapport à la loi sur la souveraineté de l'Internet : « La loi prévoit une évolution vers un niveau technologique plus avancé, qui répondra aux exigences de la législation en matière d'information grâce à l'utilisation d'outils plus précis pour travailler sur le trafic Internet qui n'affecteront pas la qualité et la rapidité d'accès aux services Internet pour les personnes et les entreprises ». <sup>94</sup>

Le 22 novembre 2021, M. Khinshtein a également déclaré : « De nos jours, les événements qui se déroulent dans l'espace en ligne deviennent aussi réels que ceux de la vie traditionnelle. La question de la préservation de la souveraineté numérique devient une question de sécurité nationale. Compte tenu de l'importance de l'Internet dans le monde moderne, notre pays doit assurer un fonctionnement stable et une protection fiable du segment russe du réseau mondial contre toutes les menaces, y compris les menaces extérieures. La loi sur la stabilité du RUNET a lancé ce processus ». <sup>95</sup>

Le 3 février 2022, M. Khinshtein a affirmé : « [Le Net] continuera de fonctionner sur le territoire de notre pays même en cas de déconnexion de la source externe. Et en plus, nous disposons à présent d'un excellent instrument de dialogue avec nos partenaires étrangers ». <sup>96</sup>

Le 6 mars 2022, le quotidien Kommersant a rapporté ce qui suit : « Le vice-président Dmitri Chernyshenko a chargé le MoC de préparer des mesures prioritaires visant à assurer la

---

<sup>89</sup> Fontanka, La Russie a bloqué les services de Google dans le cadre d'un test de grande envergure, 9 septembre 2021, <https://www.fontanka.ru/2021/09/09/70126808/>

<sup>90</sup> New York Times, La Russie censure Internet par des moyens coercitifs et des boîtes noires, 22 octobre 2021, <https://www.nytimes.com/2021/10/22/technology/russia-internet-censorship-putin.html>

<sup>91</sup> DoH – DNS over HTTPS

<sup>92</sup> Habr.com, En septembre, le Roskomnadzor empêchera l'utilisation de technologies Internet étrangères pour contourner les blocages d'accès, 10 septembre 2021, <https://habr.com/ru/news/t/577234/>

<sup>93</sup> TASS, Le Roskomnadzor déclare que les exercices menés dans le cadre des dispositions de la loi sur la souveraineté de l'Internet ont été couronnés de succès, 19 octobre 2021, <https://tass.ru/ekonomika/12701201>

<sup>94</sup> Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, Actualités, Mise à jour relative à la loi sur la souveraineté du RUNET, 3 novembre 2021, <http://duma.gov.ru/news/52623/>

<sup>95</sup> Gazeta.ru, Khinshtein parle des éléments clés de la souveraineté numérique, 22 novembre 2021, [https://www.gazeta.ru/social/news/2021/11/22/n\\_16897759.shtml?updated](https://www.gazeta.ru/social/news/2021/11/22/n_16897759.shtml?updated)

<sup>96</sup> Alexander Khinshtein, Infoforum, séance plénière, 3 février 2022, (52:14) <https://youtu.be/xUJzUIPOduQ?t=3134>

---

défense des infrastructures d'information du pays ». Le journal cite un communiqué gouvernemental adressé au pouvoir exécutif des entités fédérales et régionales constitutives de la Fédération de Russie et signé par le vice-ministre de la communication, Andrey Chernenko, dans lequel il ordonne à tous les « sites et portails gouvernementaux de basculer, d'ici le 11 mars, vers des serveurs DNS (le système des noms de domaine est un système qui fait correspondre l'adresse du site web à son adresse IP) situés en Russie, de supprimer de tous les modèles de pages html tous les codes javascript téléchargés à partir de ressources étrangères (bannières, compteurs, etc.), de déplacer des ressources des services d'hébergement étrangers vers des services d'hébergement russes, de déplacer des ressources vers .RU et de mettre en œuvre une politique plus stricte en matière de mots de passe ».<sup>97</sup>

## Conclusion

Les déclarations rapportées ci-dessus pourraient laisser croire à certains lecteurs que la Russie propose de plus en plus souvent au sein de l'UIT des nouvelles résolutions touchant à ou visant la mission de l'ICANN, et qu'il s'agit là d'une nouveauté. En fait, ce n'est pas tout à fait le cas. La Fédération de Russie propose des résolutions en matière de cybersécurité au sein des Nations Unies depuis 1998. Grâce à de précédents rapports<sup>98</sup> publiés par l'équipe de l'organisation ICANN en charge de la relation avec les gouvernements, la communauté de l'ICANN connaît l'historique des résolutions relatives à la cybersécurité proposées par la Fédération de Russie aux Nations Unies et à l'UIT. Ce type d'initiatives ont en fait une longue histoire. Pour mettre les choses en perspective, en 2011, à l'occasion d'une réunion entre Poutine - premier ministre russe à l'époque - et Hamadoun Touré - secrétaire général de l'UIT à l'époque -, Poutine a dit à Touré : « Nous vous remercions pour les idées que vous avez proposées pour discussion. L'une d'elles consiste à mettre en place un contrôle international sur l'Internet à l'aide des capacités de surveillance et de supervision de l'Union internationale des télécommunications ».<sup>99</sup>

Pour plus de clarté et pour faciliter la compréhension des lecteurs, l'organisation ICANN a souhaité fournir des informations supplémentaires sur le contexte de certaines déclarations faites par la Fédération de Russie. L'organisation ICANN, par le biais de son équipe GE, continuera à faire régulièrement des points avec la communauté de l'ICANN pour la tenir informée de toute déclaration ou proposition touchant à la gouvernance technique de l'Internet ou susceptible d'avoir des conséquences sur la mission de l'ICANN.

---

<sup>97</sup> Kommersant Daily, Les autorités isolent les réseaux, 6 mars 2022, <https://www.kommersant.ru/doc/5249500>

<sup>98</sup> ICANN, publications de l'équipe en charge de la relation avec les gouvernements, <https://www.icann.org/en/government-engagement/publications>

<sup>99</sup> New York Times, Réglementer l'Internet dans un monde multidimensionnel, 26 juillet 2015 <https://www.nytimes.com/2011/06/27/technology/internet/27iht-internet27.html> ; archive du gouvernement russe, V.V. Poutine s'entretient avec le secrétaire général de l'UIT Hamadoun Touré, 15 juin 2011, <http://archive.premier.gov.ru/events/news/15601/>

---

## Annexe 1

Extraits de l'article « Union internationale des télécommunications : instance de régulation technique ou nouveau théâtre d'affrontements ? » écrit par Olga Melnikova, chef de section du département de la Sécurité de l'information internationale du ministère russe des Affaires étrangères, et publié dans le magazine *International Affairs* le 12 juillet 2021.<sup>100</sup>

« La concurrence politique et technologique entre les États-Unis et la République populaire de Chine s'intensifie, ce qui entraîne l'émergence de nouvelles normes et de nouvelles solutions développées par le Céleste Empire [la Chine] qui sont rarement acceptées par l'Occident. La situation affecte sans aucun doute le leadership des États-Unis dans la mesure où elle les prive de leur rôle d'unificateur technologique du monde entier et affaiblit les positions dominantes de leurs entreprises technologiques. En même temps, l'émergence de solutions TIC propres à la Chine viendra renforcer les positions de ce pays.

Il s'agit d'une concurrence technologique qui dresse les États-Unis et la Chine l'un contre l'autre au sein de l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'une des plus anciennes organisations internationales encore en place et agence des Nations Unies spécialisée dans les TIC.

L'UIT assure la gestion de l'utilisation des spectres des radiofréquences et des orbites des satellites, approuve les normes techniques assurant une communication fluide entre les réseaux et les technologies, tâche d'élargir l'accès aux TIC à travers le monde et renforce la coopération internationale au bénéfice des pays en développement, notamment en assurant le développement des réseaux de télécommunication.

Dans un contexte marqué par une croissance soutenue de la demande en ressources naturelles limitées que sont « les spectres/orbites » utilisés pour des systèmes terrestres et spatiaux, la priorité de l'UIT est la mise au point de méthodes et de règles permettant d'assurer une distribution et une utilisation efficaces des spectres de radiofréquences, ainsi que le développement des fondements techniques qui sont à la base de l'exploitation des systèmes radio.

En d'autres termes, le développement de toutes les générations de communications mobiles, l'utilisation d'algorithmes pour la compression audio et vidéo et l'utilisation des protocoles Internet seraient impossibles sans l'UIT.

Pour paraphraser le célèbre magnat européen Nathan Rothschild : « Celui qui contrôle les TIC, contrôle le monde ».

L'UIT ne participe pas directement à la gouvernance de l'Internet. Elle joue un rôle important qui se limite strictement à apporter un soutien aux opérations techniques des réseaux de communication.

Dans un contexte d'exacerbation constante des rivalités dans l'espace numérique, les États-Unis essaient de préserver leur domination technologique et leur monopole virtuel en matière de gouvernance de l'Internet.

---

<sup>100</sup> Olga Melnikova, « Union internationale des télécommunications : instance de régulation technique ou nouveau théâtre d'affrontements ? », *International Affairs Magazine*, 12 juillet 2021, <https://interaffairs.ru/news/show/30759>

---

L'Agenda de Tunis du Sommet mondial sur la société de l'information (2005) s'est donné pour mission d'assurer une participation égale des gouvernements à la gouvernance de l'Internet. À cette fin, un Groupe de travail (CWG-Internet) a été formé au sein du Conseil de l'UIT. Cela signifie que la gouvernance de l'Internet fait l'objet de discussions officielles à l'UIT. Toutefois, le Groupe n'a pas obtenu de résultats tangibles car il est bloqué, sur tous les plans, par les États-Unis et leurs partenaires.

La Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (ICANN) joue un rôle clé dans la gestion du Net. Le gouvernement des États-Unis a un monopole virtuel sur Internet bien que l'ICANN, qui s'est vu confier la gestion du Net, soit officiellement une organisation à but non lucratif depuis 2009. L'ICANN doit rendre des comptes à la communauté multipartite mondiale - en d'autres termes, à personne – et, à tous égards, elle est encore contrôlée par l'administration des États-Unis.

Dans le cadre de leur partenariat stratégique, la Russie et la Chine se sont toujours prononcées en faveur de l'internationalisation de la gouvernance de l'Internet, de l'élargissement du rôle des gouvernements dans ce processus et de la préservation de leur droit souverain à réguler leur segment national de l'Internet.

Confier à l'UIT la responsabilité de la gouvernance de l'Internet serait la solution optimale étant donné qu'elle dispose de l'expertise requise dans ce domaine. Cette idée va à l'encontre de l'approche fondamentale des États-Unis quant au maintien du contrôle de l'Internet et, par conséquent, a toutes les chances d'être bloquée par les États-Unis.

Les Américains souhaitent prendre le contrôle exclusif de l'UIT afin de servir leurs intérêts. Leur compatriote, la directrice du Bureau de développement des communications (BDT) de l'UIT, Doreen Bogdan-Martin, est candidate au poste de secrétaire général de l'UIT (les élections doivent se tenir lors de la Conférence de plénipotentiaires ordinaire de l'UIT à l'automne 2022). Si elle gagne, cela signifiera que tous les véritables leviers de pouvoir liés aux TIC seront concentrés entre les mains des États-Unis. Cela pourrait constituer une nouvelle menace pour la sécurité de l'information internationale (IIS) et détruire l'équilibre déjà fragile dans ce domaine.

Même dans son poste politiquement très délicat de directrice du BDT, l'Américaine détient toujours des leviers qu'elle peut utiliser pour influencer les gouvernements en interagissant avec eux par le biais des bureaux régionaux de l'UIT et en faisant aux pays en développement des promesses généreuses qui resteront lettre morte, comme ce fut le cas, par exemple, lors de la Conférence mondiale de développement des télécommunications tenue en 2017 à Buenos Aires.

R. Ismailov, le candidat russe, a une approche radicalement différente par rapport à la gestion de l'UIT. C'est un professionnel qui dispose d'une vaste expérience dans la gestion d'entreprises technologiques de pointe telles qu'Ericsson, Nokia, Huawei. Pour l'ancien vice-ministre russe de la communication (2014-2018) et actuel président de VimpelCom (marque Beeline), les personnes sont l'élément le plus important du secteur technologique.

La campagne électorale de R. Ismailov repose sur l'hypothèse selon laquelle la révolution numérique, qui a permis une adoption en masse de technologies autrefois onéreuses et complexes, a également créé une énorme source de conflit potentiel. Aujourd'hui, le principal enjeu consiste à adapter et à humaniser les technologies modernes, ainsi qu'à réconcilier les personnes avec le nouveau monde numérique.

L'UIT est destinée à restaurer la confiance dans les TIC en minimisant les situations de crise liées à leur utilisation. Il est important de reconnaître que les avancées technologiques ne

---

sont pas faites dans l'intérêt des technologies elles-mêmes mais dans un souci d'amélioration de la vie et de la sécurité des personnes. Selon le candidat russe, l'UIT devrait promouvoir l'égalité des chances dans le domaine des télécommunications et des TIC, empêchant ainsi le développement d'inégalités économiques entre les pays. Les efforts déployés par la communauté internationale, dont l'UIT, devraient avoir pour objectif de lutter contre la fracture numérique.

Pour garantir un espace numérique stable, durable et sûr, la priorité devrait être de faire participer plus activement l'UIT aux efforts multilatéraux visant à assurer la sécurité de l'information à l'échelle internationale. Toutes les personnes de la planète devraient avoir accès aux TIC et à Internet d'ici à 2030. Le potentiel de l'UIT doit être exploité dans des domaines tels que la sécurité de l'information, la santé et le développement de normes uniformes en matière d'intelligence artificielle. R. Ismailov estime que le renforcement de la coopération entre les États membres de l'UIT et la multiplication des échanges avec le secteur privé et universitaire sont essentiels au travail de l'UIT. La campagne électorale du candidat russe au poste haut placé de secrétaire général de l'UIT ainsi que l'approche russe à l'égard des activités de cette agence internationale respectée visent à instaurer un dialogue dépolitisé et à développer une coopération constructive entre toutes les parties prenantes. »

---

## Annexe 2

Décret n° 943 en date du 19 juin 2021 portant modification du décret sur le ministère du Développement numérique, des Communications et des Médias de masse et abrogeant certaines lois du gouvernement de la Fédération de Russie.<sup>101</sup>

En vertu du nouveau décret, le MoC est le seul responsable de l'élaboration :

« Des normes relatives aux réseaux de communication et à l'utilisation pertinente des ressources de numéros ; des normes relatives à la construction des réseaux de communication, aux équipements de communication et à la gestion des réseaux de communication ; des normes relatives à l'attribution des numéros, à la protection des réseaux de communication contre des accès non autorisés et à la protection des informations transmises par ces réseaux ; des normes relatives à l'utilisation des spectres de radiofréquences ; des normes relatives à la procédure que les FAI doivent suivre pour la fourniture de services de télécommunication internes ; des normes relatives à la tenue de registres distincts pour les revenus et les dépenses liés aux différents domaines d'activité, aux services de communication fournis et aux segments des réseaux de télécommunication utilisés pour la fourniture de ces services par des FAI qui jouent un rôle important dans le réseau public de communications ; des normes relatives à la sécurité de l'information, en particulier pour les systèmes d'information utilisant des données personnelles (à l'exclusion des systèmes d'information pour les infrastructures critiques), les réseaux d'information et de télécommunication et autres réseaux de communication ; des normes relatives au format des données utilisées dans les systèmes d'information gouvernementaux ; des normes relatives au fonctionnement des systèmes de gestion des réseaux de communication en cas de menaces à la stabilité, à la sécurité et à l'intégrité de l'Internet sur le territoire de la Fédération de Russie et au réseau public de communications ; en vertu de l'accord conclu avec le Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie, des normes relatives au fonctionnement des points d'échange Internet, qui incluent des mesures visant à garantir la stabilité des logiciels, du matériel et des structures de communication ; des normes que doivent respecter les opérateurs, les détenteurs et autres propriétaires de réseaux de communication ayant un identificateur unique pour l'ensemble des moyens de communication et autres équipements techniques connectés à Internet [ci-après les détenteurs de numéros AS], afin de garantir la stabilité des équipements de communication utilisés pour communiquer avec des équipements de communication des détenteurs de numéros AS, y compris avec ceux situés à l'extérieur des frontières de la Fédération de Russie ; des normes imposées aux détenteurs de numéros AS relatives au fonctionnement du matériel et des logiciels de communication (dont les équipements de communication) utilisés pour l'identification des adresses de réseau sur Internet qui correspondent aux noms de domaine ; en vertu d'un accord conclu avec les agences gouvernementales autorisées impliquées dans des activités de renseignement internes ou de maintien de la sécurité de la Fédération de Russie, des normes que doivent respecter les réseaux et les équipements de communication des détenteurs de numéros AS afin de permettre aux agences gouvernementales autorisées impliquées dans des activités de renseignement internes ou de maintien de la sécurité de la Fédération de Russie, d'effectuer les tâches qui leur ont été confiées dans des cas définis par les lois fédérales ; des normes relatives aux procédures de transmission et de routage du trafic ; des normes relatives à la communication entre les réseaux de communication qui conformement le réseau de télécommunications unifié de la

---

<sup>101</sup> Gouvernement de la Fédération de Russie, Décret n° 943 en date du 19 juin 2021 portant modification du décret sur le ministère du Développement numérique, des Communications et des Médias de masse et abrogeant certaines lois du gouvernement de la Fédération de Russie. Portail Internet officiel d'informations juridiques, 24 juin 2021, <http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202106240011>

---

Fédération de Russie ; des normes relatives aux descriptions des réseaux et des équipements de communication qui conforment le réseau de télécommunications unifié de la Fédération de Russie ; des normes relatives à la conception, à la construction, à la reconstruction et à l'exploitation de réseaux et de structures de communication ; des normes relatives à la fourniture de services de communication, dont les services universels ; des normes relatives aux plans et aux systèmes de numéros de la Russie ; des normes relatives à la procédure pour l'attribution de numéros à des réseaux de communication dédiés ; des normes relatives à la procédure pour l'attribution de numéros au segment du réseau de communication qui assure la connexion au réseau public de communications. »